

## L'économie standard est-elle soluble dans le dialogue interdisciplinaire ?

Une analyse du dispositif d'expertise suisse face à la covid-19

*Is mainstream economics compatible with interdisciplinary dialogue ?*

*An analysis of the Swiss expert system in the face of covid-19*

*La economía estándar se puede mezclar con el diálogo interdisciplinario?*

*Un análisis del sistema de experiencia suizo frente al covid-19*

**Sylvain Maechler**

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/regulation/18470>

ISSN : 1957-7796

**Éditeur**

Association Recherche & Régulation

---

---

# L'économie standard est-elle soluble dans le dialogue interdisciplinaire ?

Une analyse du dispositif d'expertise suisse face à la covid-19

*Is mainstream economics compatible with interdisciplinary dialogue ?*

*An analysis of the Swiss expert system in the face of covid-19*

*La economía estándar se puede mezclar con el diálogo interdisciplinario?*

*Un análisis del sistema de experiencia suizo frente al covid-19*

**Sylvain Maechler**

---

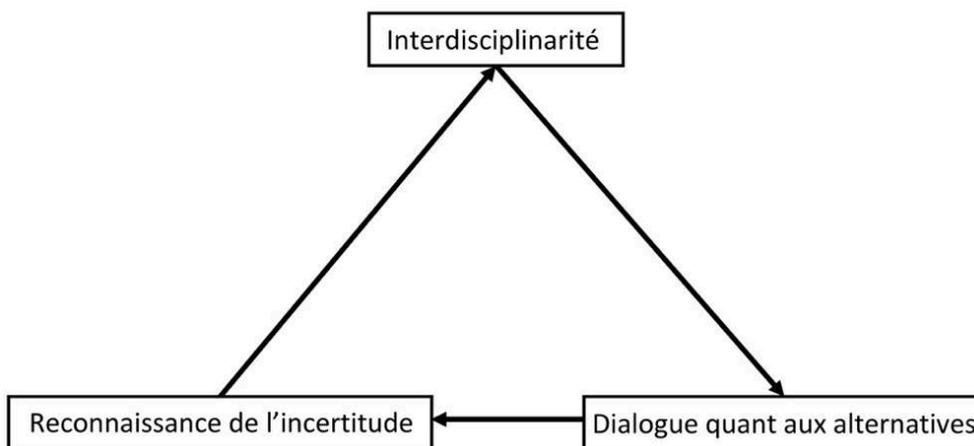
*L'auteur tient à remercier le Comité de rédaction, le rapporteur anonyme, ainsi que Jean-Christophe Graz et Yannick Perticone pour leurs commentaires éclairés. Il remercie également les trois membres de la Task Force suisse qui ont offert de leur temps pour un entretien. L'auteur reste seul responsable des éventuelles erreurs restantes.*

## Introduction

- 1 La crise de la covid-19 n'a si ce n'est renforcé tout du moins visibilisé la place de l'expertise au sein des instances décisionnelles. La Suisse n'a pas échappé à la règle, elle qui a mis en place fin mars 2020 sa « Swiss National covid-19 Science Task Force ». Face aux multiples défis interconnectés de cette crise, aussi bien sanitaires que sociaux, économiques, psychologiques qu'organisationnels, le caractère interdisciplinaire de cette Task Force a régulièrement été salué. Son second président, Martin Ackermann, soulignait en juillet 2020 dans les médias que la Task Force « dispose d'une amplitude suffisante pour offrir une plateforme de dialogue interdisciplinaire, de l'économie à l'immunologie » (Zierl, 2020), permettant ainsi de remplir son mandat, à savoir d'élaborer des « perspectives sur le contexte économique et sociétal de cette crise » (Swiss National covid-19 Science Task Force, 2020). En d'autres termes, des experts d'horizons disciplinaires divers avaient pour mission d'offrir des pistes permettant d'envisager et si possible d'anticiper un avenir très largement incertain.

- 2 Afin d'amorcer une prise en compte holistique des différentes composantes de la crise, nous partons de l'hypothèse que les savoirs ne doivent pas seulement s'additionner mais dialoguer pour se compléter, se renforcer, quitte à s'engager dans un débat conflictuel. Cette contribution soutient que ce dialogue y compris dans sa dimension conflictuelle dépend de la reconnaissance partagée du caractère incertain de l'avenir, précondition nécessaire à la remise en cause des résultats d'autres disciplines et dès lors du bon fonctionnement des dispositifs d'expertise interdisciplinaires. Chaque discipline est ainsi en mesure d'offrir des alternatives à même d'être débattues plutôt que d'imposer des solutions sous couvert d'une supériorité méthodologique et / ou analytique de son champ disciplinaire. Cette proposition théorique représentée par la figure ci-dessous est illustrée par des éléments empiriques qui s'appuient sur les déclarations des membres de la Task Force suisse dans les médias, leur production scientifique, ainsi que trois entretiens semi-structurés<sup>1</sup>.

Figure 1. Le dialogue interdisciplinaire par la reconnaissance de l'incertitude



Source : auteur

- 3 Nous montrons néanmoins que cette précondition n'est régulièrement pas de mise parmi les économistes standards qui peinent à dépasser leurs présupposés quant à la réduction constante de l'incertitude en une série de risques quantifiés. En nous inspirant du cadre d'analyse développé par Maechler et Graz (2020) sur la pluralisation de la science dans un contexte d'incertitude, nous montrons que l'analyse coûts-bénéfices induite par la prédominance d'un raisonnement économique standard rejette l'incertitude et met ainsi à l'épreuve la volonté de la Task Force d'inscrire sa démarche dans l'interdisciplinarité. Cet article fait finalement l'hypothèse que l'inclusion d'une hétérodoxie économique qui reconnaît le caractère incertain de l'avenir aurait quant à elle pu permettre d'amorcer un tel dialogue interdisciplinaire.
- 4 Notre contribution présente tout d'abord les stratégies de réduction de l'incertitude et leurs limites. Puis nous examinons le dispositif d'expertise suisse, en particulier les économistes qui y sont impliqués. Nous décryptons par la suite comment ces économistes réduisent les horizons du possible par le biais d'analyses coûts-bénéfices,

les défis posés par l'interdisciplinarité et finalement la nécessité d'inclure une hétérodoxie économique dans ce type de dispositif interdisciplinaire.

## 1. Faire face à un avenir incertain

- 5 C'est par sa quantification que l'incertitude est généralement réduite en une série de risques considérés comme gérables (Best, 2008). La quantification comme outil d'orientation et de contrôle des politiques publiques est devenue incontournable ces dernières décennies, marquant comme le souligne Supiot (2015) un passage du gouvernement par le droit au gouvernement par les nombres. En d'autres termes, nous sommes entrés dans une ère où tout phénomène politique, social, économique ou sanitaire est soumis à une logique de quantification. En participant à l'objectivation d'un futur incertain, la mesure apporterait une garantie d'objectivité, constituant ainsi « le réducteur d'incertitude par excellence » (Vatin, Caillé & Favereau, 2010, p. 83). Ce phénomène est partie intégrante de ce que Hibou (2012, p. 26) décrit comme la « bureaucratisation néolibérale », qui se traduit notamment par « un besoin de calculabilité et de prévisibilité », permettant de hiérarchiser les politiques publiques à l'aune de leur efficacité économique. Dans une société où chaque risque est précisément quantifié, en témoignent les très attendus et discutés *Global Risks Report* annuels du Forum Économique Mondial (voir par exemple le dernier rapport en date, WEF, 2021), la quantification fait office de boussole. Dans ce contexte, il est intéressant de noter que dans sa mouture 2020, ce rapport prédisait le risque de maladies infectieuses comme peu probable après pourtant une quantification considérée comme précise. Nul besoin de souligner que dans sa version de 2021, le rapport a requalifié ce risque pour le considérer désormais comme « hautement probable ».
- 6 Le début de la crise sanitaire a dès lors mis à mal ce raisonnement calculatoire. L'incertitude même des chiffres préexistants ne permettait pas de mener des politiques publiques selon la rationalité traditionnelle. Une fois passée la paralysie due à l'absence de modèle prédictif, et donc avant même la constitution de groupes d'experts, la première réaction a été de faire comme les autres. Le gouvernement italien a pris comme modèle la Chine en imposant le confinement. Puis les autres pays y compris la Suisse ont fait de même, en limitant drastiquement la liberté de circulation des populations<sup>2</sup>. Cette stratégie a été définie par Orléan (1987, p. 163) comme l'hypothèse mimétique, à savoir que « l'imitation constitue la rationalité ultime à laquelle ont recours les agents quand ils ne savent rien ». Ne rien savoir dans le sens qu'il n'y a, comme nous l'indiquait Keynes (1937, p. 213-214), aucune base scientifique permettant de former des calculs de probabilité. Ainsi, quand les données comptables et autres types de probabilités viennent à manquer, les acteurs se retranchent prioritairement derrière des conventions (voir également : Katzenstein & Seybert, 2018).
- 7 Alors que cette incertitude radicale n'étonne guère des économistes hétérodoxes habitués à des phénomènes complexes, dynamiques et non-linéaires (Hanappi & Scholz-Wäckerle, 2017), elle vient perturber les modèles des économistes standards et leurs présupposés sur le risque, et dans une moindre mesure sur l'incertitude qu'ils préfèrent généralement ignorer (Reddy, 1996). Nous suivons ici les trois critères mobilisés par Dequech (2011, p. 280) pour définir l'économie standard, à savoir une croyance en la rationalité d'acteurs visant à maximiser leur utilité, l'accent mis sur le ou les équilibre(s), et finalement la profonde négligence de l'incertitude et

particulièrement de ce que Dequech nomme « l'incertitude fondamentale », et ce grâce à l'utilisation continue de différents outils comptables. Au lieu de considérer l'incertitude, ils l'écartent bien souvent puisque tout phénomène est propice à être intégré dans des modèles d'analyses coûts-bénéfices permettant de rapporter le futur à une valeur monétaire présente (Muniesa & Doganova, 2020). Malgré la faiblesse de ces modèles abstraits et régulièrement bien incapables de décrire et encore moins d'anticiper la réalité (Keen, 2011 ; Samuels, 2000), ce sont pourtant des économistes standards qui ont été appelés par la majorité des gouvernements et notamment la Suisse pour venir constituer des groupes d'experts interdisciplinaires.

- 8 Dans ce contexte, Maechler et Graz (2020) ont identifié deux composantes essentielles à une reconnaissance de l'incertitude permettant néanmoins de ne pas simplement la nier ou la subir, mais également d'y faire face – et ce en incluant un plus large éventail de connaissances. Ils ont pour ce faire développé le concept de « pluralisation de la science » qui s'appuie sur deux composantes. Premièrement, l'inclusion de connaissances profanes permettant d'amorcer une forme de « démocratisation de la science » (Bäckstrand, 2003 ; voir aussi : Callon, Lascoumes & Barthe, 2001 ; Graz & Hauert, 2019). Ce point est cependant caduc dans notre cas, puisque la Task Force suisse ne s'appuie que sur des compétences d'experts dans leur domaine, ce qui est d'ailleurs la raison d'être de ce dispositif. La seconde caractéristique de la pluralisation de la science est bien la dimension interdisciplinaire de la production de connaissances. Dans ce contexte, Epstein (2019) vient notamment souligner les inconvénients de la spécialisation disciplinaire pour faire face à des problèmes pernicieux (*wicked problems*), à savoir lorsque toutes les informations ne sont pas disponibles pour prendre une décision, problèmes régulièrement rencontrés lors de la crise sanitaire. À un niveau plus collectif, l'interdisciplinarité se comprend comme la possibilité non forcément de combiner mais de faire dialoguer y compris dans un cadre conflictuel différents modes de connaissances ne s'appuyant pas forcément sur des présupposés ontologiques et / ou méthodologiques communs.

## 2. La Task Force suisse et le groupe économie

- 9 La « Swiss National covid-19 Science Task Force » a été annoncée le 31 mars 2020 par le Conseil fédéral suisse<sup>3</sup>, soit un peu plus de deux semaines après la première mesure d'urgence de semi-confinement. La mission première de la Task Force est alors d'agir « sur mandat de plusieurs services de la Confédération, au titre de comité consultatif scientifique national dans le cadre de la pandémie » (Swiss National covid-19 Science Task Force, 2020). La Task Force a plus précisément pour but d'informer l'état-major du Conseil fédéral en charge de la gestion opérationnelle de la crise du coronavirus, organe politique créé pour l'occasion. Dix groupes d'experts constituent cette Task Force, composés chacun de quatre à neuf membres (académiques ou médecins), dont un président par groupe. Parmi ces groupes, deux ne sont pas directement liés aux aspects sanitaires. Premièrement, le groupe d'expert « éthique, droit et social » qui allie différentes disciplines, de l'éthique à la sociologie, et de la science politique au droit. Puis le groupe d'experts « économie », constitué lui uniquement d'économistes mobilisant tous une approche dite standard de leur discipline, telle que décrite ci-dessus<sup>4</sup>.

10 De nombreux travaux ont en effet montré l'autorité des économistes standards et de leurs outils quantitatifs dans les exercices d'anticipation de l'incertitude et de son corollaire, le conseil aux décideurs (Christensen, 2017 ; Fourcade, Ollion & Algan, 2015 ; Hall, 1993). Les experts du groupe économie n'en sont ainsi pour la plupart pas à leur coup d'essai en matière de conseil aux décideurs. La présidente du groupe jusqu'au 31 juillet 2020, Monika Bütler de l'université de Saint-Gall, a déjà collaboré à la rédaction de divers rapports pour le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et est membre de l'organe de conseil de la Banque nationale suisse (BNS). Selon l'un des membres, elle a été justement sélectionnée « car elle est particulièrement visible sur le plan politique suisse<sup>5</sup> ». Rafael Lalive, autre membre du groupe de l'université de Lausanne, a notamment participé en 2019 à un groupe de réflexion du SECO sur l'avenir de la Suisse. David Dorn, de l'université de Zurich, fait partie du « UBS center » au sein duquel il existe des liens étroits à la fois avec les décideurs politiques et les milieux économiques. Beatrice Weder Di Mauro de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) est quant à elle membre du conseil d'administration de la banque UBS depuis 2012. Quant à Marius Brühlhart de l'université de Lausanne, il préside le conseil scientifique du *Think Thank* libéral Avenir Suisse. Finalement, Jan-Egbert Sturm qui a repris la présidence du groupe au 1<sup>er</sup> août 2020 (pour ensuite la laisser à Marius Brühlhart) est directeur du Centre de recherches conjoncturelles (KOF). Cet institut de recherche a pour but de fournir des prévisions économiques pour des thématiques diverses : tourisme, marché de l'emploi ou de l'énergie, et récemment des prévisions sur les effets économiques du coronavirus. Jan-Egbert Sturm a de plus été le premier contacté par le Président de la fondation du Fonds national suisse de la recherche (FNS) pour établir une liste d'économistes susceptibles d'intégrer la Task Force. De par le caractère très conventionnel des études du KOF, il n'est guère surprenant que des économistes dits standards aient été sélectionnés, et Jan-Egbert Sturm vient notamment souligner que « ces choses sont endogènes [...] on ne peut pas nier qu'il y a un rôle joué par l'institution dans le processus de sélection<sup>6</sup> ». Dès lors, aucun économiste que nous pourrions qualifier d'hétérodoxe<sup>7</sup> n'est venu garnir les bancs de la Task Force.

### 3. L'expertise économique face à la crise

- 11 Jan-Egbert Sturm indique que la contribution principale des économistes a été « de montrer qu'il existe des coûts alternatifs associés [...] nous parlons toujours en termes de coût d'opportunité, quelle est l'alternative, comment on peut comparer les différentes alternatives entre elles ». Cette recherche des coûts alternatifs et d'opportunité vise à identifier l'option la plus efficiente d'un point de vue économique – tout en y intégrant d'autres paramètres qui, eux aussi, peuvent régulièrement être rapportés à une valeur monétaire. Nous mentionnons ici trois exemples.
- 12 Premièrement, le groupe d'experts économie s'est penché sur les frais des méthodes de traçage censées permettre de retrouver les coordonnées d'une personne potentiellement en contact avec le virus. Ici, les coûts économiques de la recherche de contacts (recrutement, formation et salaires des agents de recherche) sont mis en balance par rapport à leurs avantages monétaires, tels l'ouverture des entreprises et la production qui en découle (NCS-TF, 2020a, p. 1). Ce rapport vient dès lors justifier une réouverture de l'économie, puisque, comme l'indique le rapport, « sur la base du simple

calcul ci-dessus [coût du semi-confinement versus coût de la recherche des cas contacts], le coût mensuel de 2 000 traceurs de contact représente donc environ 0,5 % du coût mensuel du semi-confinement », semi-confinement impliquant la fermeture des dites entreprises (NCS-TF, 2020a, p. 2, traduction par l'auteur). Ainsi, Jan-Egbert Sturm souligne qu'il « était clair que des politiques étaient, en comparaison par rapport au confinement, relativement bon marché<sup>8</sup> ». Sans remettre en cause l'exactitude de ce résultat, deux problèmes se posent. Premièrement, la complexité des enjeux ne saurait être réduite à une dimension strictement économique. Deuxièmement, la dimension prescriptive et définitive de tels résultats ne permet pas d'amorcer un débat interdisciplinaire avec d'autres groupes d'experts.

- 13 Rafael Lalive, autre membre du groupe, indique quant à lui que le rôle du groupe d'experts économie a été de « mettre à plat l'ampleur de la crise »<sup>9</sup>. Cependant, il serait erroné de considérer que les économistes ne font qu'analyser et décrire objectivement une situation, puisqu'en plus de proposer les meilleures options par l'analyse coûts-bénéfices, ils énoncent également la manière la plus efficace d'atteindre la solution qu'ils ont eux-mêmes identifiée comme la plus efficiente. Le rapport sur les méthodes digitales de traçage, à savoir l'application téléphonique permettant la recherche de contact, fait office de deuxième exemple. Les économistes y démontrent tout d'abord la supériorité des bénéfices de telles méthodes par rapport à leurs coûts, coûts allant de la perte de batterie du téléphone pour cause d'utilisation du Bluetooth, au coût psychologique de surréaction en cas de fausse alerte. Ces coûts sont mis en balance avec les bénéfices, qui au final l'emportent (NCS-TF, 2020b). Mais ce rapport propose également quatre pistes pour inciter la population à télécharger l'application grâce à la technique du *nudge*, dispositif « ayant pour objectif d'inciter les individus à prendre des décisions rationnelles au sens de la théorie économique » (Brisset, 2015, p. 3). Le rapport souligne que « l'une des principales caractéristiques du *nudge* est que l'intervention préserve la pleine liberté de choix, c'est-à-dire que, contrairement aux exigences légales ou aux fortes incitations économiques, les individus sont toujours libres de faire ce qu'ils veulent sans conséquences juridiques ou financières négatives » (NCS-TF, 2020b, p. 5, traduction par l'auteur). Ainsi, le calcul du coût d'opportunité de telle ou telle mesure face à son alternative a également un caractère prescriptif, puisqu'il peut servir de base argumentaire pour convaincre du bien-fondé de la mesure. Les économistes ne se limitent donc pas à l'objectivation de l'incertitude et sa traduction en divers scénarios, mais s'engagent également dans sa possible mise en œuvre.
- 14 Un dernier exemple a trait à l'estimation des coûts économiques de la mise en quarantaine des voyageurs arrivant en Suisse en comparaison d'un test à l'arrivée. Cette étude part du constat suivant : « l'augmentation de l'activité économique par l'augmentation des voyages se fait au prix d'un plus grand nombre d'infections » (NCS-TF, 2020c, p. 1, traduction par l'auteur). Une nouvelle fois, des critères économiques et donc aisément traductibles en unité monétaire ont été retenus : le coût de la production empêchée pour cause de quarantaine, le coût économique de l'entrave aux voyages internationaux et dans le cas d'une exigence de test, son coût. Le coût des deux alternatives est alors comparé par rapport au nombre d'infections secondaires qui selon les scénarios pourraient être évitées (les bénéfices). Les coûts d'une quarantaine de dix jours (règle actuelle au moment du rapport) se monteraient alors entre 0,3 et 0,6 million de francs suisses par infection évitée. Quant aux coûts relatifs à une politique de tests à l'arrivée des voyageurs, ils sont quant à eux estimés entre 0,5 et

1,0 million de francs suisses par infection évitée. Il est dès lors plus efficient d'effectuer une quarantaine plutôt que d'effectuer des tests à l'arrivée.

- 15 L'analyse coûts-bénéfices vient ainsi réduire l'incertitude en une série de données comparables car ramenées à une même dimension monétaire. Quelle que soit la véracité des résultats, ils viennent régulièrement s'imposer et restreindre l'horizon des possibles. Ce fait est notamment dû à l'autorité acquise par ce raisonnement issu du marché et de l'entreprise qui aujourd'hui n'englobe « pas seulement l'administration étatique mais l'ensemble de la société, en somme, ce que l'on nomme aujourd'hui, dans le jargon néolibéral lui-même, la gouvernance » (Hibou, 2012, p. 21). De telles pratiques viennent également se substituer à d'autres formes de quantification qui autrefois étaient dominantes. Comme le souligne Gaudillière (2016, p. 108) dans le contexte des politiques globales de santé : « si l'épidémiologie – son décompte de l'espérance de vie, des taux de prévalence et de mortalité – était la discipline reine, c'est aujourd'hui l'économie, les études coût-efficacité et les essais contrôlés des politiques d'intervention qui tracent la frontière de l'urgence et du possible ».

#### 4. L'interdisciplinarité : pluraliser la science ou l'économie ?

- 16 Au sein de la Task Force, l'interdisciplinarité est premièrement censée être de mise lors de procédures dites de consultation, permettant à des membres d'autres groupes de relire et de commenter si nécessaire les rapports avant leur publication. Deuxièmement, certains rapports sont coécrits par plusieurs groupes, permettant d'aborder un sujet selon plusieurs perspectives disciplinaires. Cependant, Claudine Burton-Jeangros du groupe éthique, droit et social souligne tout d'abord le caractère chronophage d'un tel exercice, car il n'est simplement pas réalisable de s'immerger dans les rapports ou conclusions de chacun des groupes – critique organisationnelle qui ne tient évidemment pas uniquement que pour le groupe d'experts économie. La consultation vient ici justifier la possibilité théorique de l'interdisciplinarité, sans considérer les écueils pratiques auxquels ces collaborations se heurtent. Cependant, lorsque des thématiques sont proches ou similaires, le « langage » ou jargon disciplinaire dans lequel les résultats sont présentés peut fréquemment limiter la participation d'autres disciplines.
- 17 En effet, cet écueil pratique tient notamment au fait que les disciplines mobilisent une grammaire qui leur est propre, grammaire qui crée de l'exclusion et vient dès lors limiter la participation et la collaboration (Cheyns & Thévenot, 2019). Et lorsqu'un groupe d'experts examine une thématique transversale comme le fait le groupe économie, l'exclusion est d'autant plus problématique. Jan-Egbert Sturm relève que « chaque discipline parle son propre jargon, apporte sa propre perspective<sup>10</sup> ». Il ajoute que « pour les économistes de telles formes d'arbitrage [par l'analyse coûts-bénéfices] relèvent du sens commun [...] c'est la manière dont nous [les économistes] sommes habitués à penser<sup>11</sup> ». Ce sens commun qui n'est pas partagé par tous exprime cependant, comme déjà indiqué, une forme d'autorité politique et sociétale. Ainsi, certaines disciplines, ici l'économie standard, sont plus à même d'orienter des politiques et d'exclure des alternatives – y compris lorsque les questions sont d'ordres éthiques et sociales pourraient ainsi être débattues avec le groupe d'experts supposément en charge de ces thématiques. En ramenant ces questions à leur stricte

dimension économique, les économistes peuvent être en mesure de ne pas les confronter aux apports des autres disciplines. Claudine Burton-Jeangros, membre du groupe éthique, droit et social, confirme que certaines pistes proposées par les économistes par le biais de leurs analyses coûts-bénéfices auraient mérité d'être discutées au-delà d'un langage propre à l'économie. En effet, la solution optimale du point de vue coûts-bénéfices n'est pas forcément celle qui serait retenue selon des dimensions éthiques ou sociales qui parfois échappent à la quantification, notamment monétaire, et dès lors aux modèles. Cependant, elle souligne les difficultés d'intervenir dans ces analyses économisantes pour lesquelles elle n'a pas les compétences et ne se sent pas légitime. Elle relève néanmoins plus généralement le défi « de sortir des silos, des tranchées disciplinaires où chacun pense la problématique dans ses termes<sup>12</sup> ».

- 18 Dans ce contexte, un renforcement du pluralisme en économie, et dans ce cas précis une plus grande intégration d'économistes dits « hétérodoxes » au sein des groupes d'experts représente un levier important afin de favoriser un dialogue renforcé entre l'économie et les autres disciplines, en particulier avec les autres sciences sociales. Samuels soulignait déjà en 2000 que la discipline économique devait faire preuve d'une plus grande ouverture, d'éclectisme et de tolérance pour l'ambiguïté, indiquant que « l'alternative est la fermeture prématurée, le déterminisme myope et le sectarisme » (Samuels, 2000, p. 312, traduction par l'auteur). Cependant, les économistes n'hésitent pas à appliquer leurs outils analytiques à de nombreuses thématiques (Coyle, 2020 ; Fine, 2019), tout en s'opposant néanmoins régulièrement à pluraliser leur propre discipline. Les courants hétérodoxes quant à eux semblent plus à même de faire preuve d'une telle ouverture et d'un goût pour l'ambiguïté, eux qui reconnaissent le caractère incertain de l'avenir et puisent dans un répertoire méthodologique plus vaste puisqu'ils s'écartent du concept d'équilibre pour examiner au contraire la complexité des systèmes et leurs dynamiques. C'est en particulier le cas de l'économie politique évolutive qui entend remettre en cause les approches traditionnelles de gestion des risques avec des modèles qui seraient mieux à même de prendre en compte la réalité et son caractère hétérogène et non non-linéaire (Dopfer, 2006 ; Hanappi & Scholz-Wäckerle, 2017).
- 19 Les différents courants de l'économie hétérodoxe s'appuient très régulièrement sur les savoirs théoriques et méthodologiques d'autres disciplines. Røpke qui définit sa vision idéale de l'économie comme l'étude des systèmes d'approvisionnement explique que leur analyse implique une compréhension, ou a minima un intérêt pour les questions traditionnelles des sciences naturelles, des sciences humaines traditionnelles liées à la psychologie et à l'éthique humaines, et des questions traditionnelles des sciences sociales liées aux groupes sociaux, aux institutions, au pouvoir et à la gouvernance, thématiques qui ne peuvent être appréhendées selon une analyse strictement économique et rapportées en des termes quantitatifs et monétaires (Røpke, 2020, 2). Cependant, cette conquête des sphères décisionnelles par l'économie hétérodoxe se heurte à de nombreux écueils, notamment la diversité des courants qui la constitue et la fâcheuse tendance qu'ils ont de s'opposer plutôt que de se rassembler (Gräbner & Strunk, 2020). La conséquence étant que l'économie hétérodoxe est régulièrement définie par son plus petit dénominateur commun qui est loin de lui faire honneur, c'est-à-dire en opposition à l'économie standard (Dequech, 2007 ; Dobusch & Kapeller, 2012 ; Kvangraven, 2019). Cet éclatement de l'hétérodoxie en fait à la fois sa force épistémologique, mais également sa faiblesse institutionnelle et politique.

- 20 Finalement, Claudine Burton-Jeangros rappelle que la Task Force s'est constituée sous l'impulsion de personnes clés déjà habituées à l'exercice de conseil aux décideurs : « ce sont les mêmes qui sont déjà là depuis longtemps et qui ont su se rassembler<sup>13</sup> ». Dans une situation d'urgence telle que celle vécue au début de la crise sanitaire, se tourner vers des personnes connues n'est guère surprenant et plutôt rassurant. Mais à l'avenir, c'est également aux économistes hétérodoxes de briser ce plafond de verre à la fois scientifique et politique. Le risque est néanmoins réel qu'ils ne servent que de « caution hétérodoxe », sans pour autant venir réellement influencer les dynamiques politiques de l'expertise.

## Conclusion

- 21 La pandémie révèle peut-être une crise plus profonde du, ou selon les termes de Robert Boyer « des capitalismes » (2020). Dans ce contexte, il est utile de rappeler que la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES, 2020) soulignait récemment que l'idéologie marchande et extractiviste qui favorise la dégradation des écosystèmes serait en partie à l'origine de la pandémie, et pourrait en ce sens n'être que la première d'une plus longue série. Dans ce contexte, les économistes standards ne font pas que décrire l'économie, la société et son environnement, mais contribuent également à la façonner (MacKenzie, Muniesa & Siu, 2008). Les nombreux enjeux complexes, incertains et interconnectés de la crise sanitaire et écologique ne peuvent être réduits uniquement en une série de coûts et de bénéfices décrits en des termes économiques. Prendre en compte de manière holistique et interdisciplinaire les défis de ce siècle ne peut être réalisé qu'avec la reconnaissance des limites de son propre outillage disciplinaire, et dès lors du caractère incertain de l'avenir, critère essentiel au dialogue et débat interdisciplinaire. Ainsi, cette contribution considère que les multiples courants de l'économie hétérodoxe sont actuellement mieux outillés que l'économie standard pour contribuer à un tel projet.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Bäckstrand K. (2003), « Civic science for sustainability: reframing the role of experts, policy-makers and citizens in environmental governance », *Global Environmental Politics*, vol. 3, n° 4, p. 24-41.
- Best J. (2008), « Ambiguity, uncertainty, and risk: rethinking indeterminacy », *International Political Sociology*, vol. 2, n° 4, p. 355-374.
- Boyer R. (2020), *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*, Paris, La Découverte.
- Brisset N. (2015), « Nicolas Brisset, performativité des énoncés de la théorie économique : Une approche conventionnaliste », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, vol. 17.  
URL : <http://journals.openedition.org/regulation/11071> [consulté le 12/03/2021].

- Callon M., Lascoumes P. & Y. Barthe (2001), *Agir dans un monde incertain - Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.
- Cheyns E. & L. Thévenot (2019), « Le gouvernement par standards de certification consentement et plaintes des communautés affectées ». *Revue des droits de l'homme*, n° 16. URL : <https://journals.openedition.org/revdh/6843> [consulté le 12/03/2021].
- Christensen J. (2017), *The power of economists within the state*, Stanford, California, Stanford University Press.
- Coyle D. (2020), « Economists must collaborate courageously », *Nature*, vol. 582, n° 7810, p. 9-19.
- Dequech D. (2007), « Neoclassical, mainstream, orthodox, and heterodox economics », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 30, n° 2, p. 279-302.
- Dequech D. (2011), « Uncertainty: a typology and refinements of existing concepts », *Journal of Economic Issues*, vol. 45, n° 3, p. 621-640.
- Dobusch L. & J. Kapeller (2012). « Heterodox United vs. Mainstream City? Sketching a framework for interested pluralism in economics », *Journal of Economic Issues*, vol. 46, n° 4, p. 1035-1058.
- Dopfer K. (2006), *The Evolutionary Foundations of Economics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Epstein D. (2019), *Range: why generalists triumph in a specialized world*, New York, Riverhead Books.
- Fine B. (2019), « Economics and Interdisciplinarity: one step forward, one step back? », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 119, p. 131-448.
- Fourcade M., Ollion E. & Y. Algan (2015), « The Superiority of Economists », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 29, n° 1, p. 89-114.
- Gaudillière J.-P. (2016), « Un nouvel ordre sanitaire international ? », *Ecologie politique*, n° 52, p. 107-124.
- Gräbner C. & B. Strunk (2020), « Pluralism in economics: its critiques and their lessons ». *Journal of Economic Methodology*, p. 1-19.
- Graz J.-C. & C. Hauert (2019), « Translating Technical Diplomacy: The Participation of Civil Society Organisations in International Standardisation », *Global Society*, vol. 33, n° 2, p. 163-183.
- Hall P.-A. (1993), « Policy paradigms, social learning, and the State: the case of economic policymaking in Britain », *Comparative Politics*, vol. 25, n° 3, p. 275-296.
- Hanappi H. & M. Scholz-Wäckerle (2017), « Evolutionary political economy: content and methods », *Forum for Social Economics*, p. 1-18.
- Hibou B. (2012), *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte.
- IPBES (2020), *IPBES workshop on biodiversity and pandemics*, Bonn, Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services.
- Jo T.-H., Chester L. & C. D'Ippoliti (2018), « *The Routledge handbook of heterodox economics* », Abingdon, Routledge.
- Katzenstein P. J. & L. A. Seybert (2018), « *Protean power : exploring the uncertain and unexpected in world politics* », Cambridge, Cambridge University Press.
- Keen S. (2011), *Debunking Economics*, London, Zed Books
- Keynes J. M. (1937), « The general theory of employment », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 51, n° 2, p. 209-223

Kvangraven I. (2019), « Why so hostile? Busting myths about heterodox economics », *Developing Economics*. URL : <https://developingeconomics.org/2019/05/08/why-so-hostile-busting-myths-about-heterodox-economics/> [consulté le 10/12/2020].

MacKenzie D., Muniesa F. & L. Siu (2008), *Do economists make markets? On the performativity of economics*, Princeton, Princeton University Press.

Maechler S. & J.-C. Graz (2020), « Is the sky or the earth the limit? Risk, uncertainty and nature », *Review of International Political Economy*, 1-22. URL : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09692290.2020.1831573> [consulté le 10/12/2020].

Muniesa F. & L. Doganova (2020), « The time that money requires: use of the future and critique of the present in financial valuation », *Finance and society*, vol. 6, n° 2, p. 95-113.

NCS-TF (2020a), « Digital proximity tracing – the view from economics ». URL : <https://ncs-tf.ch/fr/component/edocman/policy-briefs-en/digital-proximity-tracing-the-view-from-economics-28-july-20-en-2> [consulté le 15/08/2020]

NCS-TF (2020b), « Contact tracing costs », National covid-19 science task force. URL : <https://ncs-tf.ch/de/policy-briefs/contact-tracing-costs-24-april-20-en-3> [consulté le 15/08/2020]

NCS-TF (2020c). « Estimating the economic costs of avoiding covid-19 transmission through quarantine and testing of travellers arriving in Switzerland », National covid-19 Science Task Force. URL : <https://scienctaskforce.ch/en/policy-brief/estimating-the-economic-costs-of-avoiding-covid-19-transmission-through-quarantine-and-testing-of-travellers-arriving-in-switzerland-1/> [consulté le 15/12/2020]

Orléan A. (1987), « Anticipations et conventions en situation d'incertitude. », *Cahiers d'Économie Politique*, vol. 13, n° 1, p. 153-172

Reddy S. (1996), « Claims to expert knowledge and the subversion of democracy: the triumph of risk over uncertainty », *Economy and Society*, vol. 25, n° 2, p. 222-254.

Røpke I. (2020), « Econ 101 – In Need of a Sustainability Transition », *Ecological Economics*. URL : <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.106515> [consulté le 10/12/2020]

Samuels W.-J. (2000), « Institutional economics after one century », *Journal of Economic*, vol. 34, n° 2, p. 305-315.

Supiot A. (2015), *La Gouvernance par les nombres*, Paris, Fayard.

Swiss National COVID-19 Science Task Force (2020), *Mandat – Swiss National covid-19 Science Task Force*. URL : <https://scienctaskforce.ch/fr/mandat-de-la-task-force/> [consulté le 10/03/2021]

Vatin F., Caillé A. & O. Favereau (2010), « Réflexions croisées sur la mesure et l'incertitude », *Revue du MAUSS*, n° 35, p. 83-109.

WEF. (2021), *The Global Risks Report 2021*, Geneva, World Economic Forum.

Zierl B. (2020), *Martin Ackermann prend la tête de la Swiss National covid-19 Science Task Force*. URL : <https://www.eawag.ch/fr/news-agenda/actualites/detail/martin-ackermann-prend-la-tete-de-la-swiss-national-covid-19-science-task-force/> [consulté le 10/03/2021]

## NOTES

1. Deux entretiens avec des membres du groupe d'experts économie, ainsi qu'un entretien avec une membre du groupe d'experts éthique, droit et social, afin d'obtenir un point de vue externe,

ont eu lieu entre le 26 mai et le 17 août 2020. Deux se sont déroulés par visioconférence, et un s'est tenu en face à face. Les entretiens ont duré entre 30 et 45 minutes.

2. La Suisse n'a cependant pas mis en place de confinement strict comme c'était le cas dans de nombreux autres pays, y compris européens. Néanmoins, la stratégie était similaire, à savoir de réduire les mouvements des populations par des mesures à la fois incitatives ou dissuasives (le télétravail ou la fermeture des commerces notamment).

3. Le Conseil fédéral est l'organe exécutif suisse constitué de sept membres.

4. À l'automne 2020, certains membres ont été remplacés par d'autres. Cependant, le caractère standard de leur approche de l'économie reste quant à lui inchangé.

5. Entretien avec R. Lalive.

6. Entretien avec J.-E. Sturm.

7. Nous sommes conscients que la distinction entre courant standard et hétérodoxe a alimenté de nombreux débats sans que des critères précis définissant l'un ou l'autre soient nécessairement très clairs (voir notamment : Jo, Chester & D'Ippoliti, 2018).

8. Entretien avec J.-E. Sturm.

9. Entretien avec R. Lalive.

10. Entretien avec J.-E. Sturm.

11. Entretien avec J.-E. Sturm.

12. Entretien avec C. Burton-Jeangros.

13. Entretien avec C. Burton-Jeangros.

---

## RÉSUMÉS

La crise de la covid-19 a visibilisé la place de l'expertise au sein des instances décisionnelles. Le caractère interconnecté de différents phénomènes aussi bien sanitaires que sociaux, économiques, psychologiques qu'organisationnels a ouvert la voie à des collaborations interdisciplinaires. Cet article soutient que la reconnaissance du caractère incertain de l'avenir est une précondition nécessaire au bon fonctionnement du dialogue interdisciplinaire. Cependant, cette précondition n'est régulièrement pas de mise parmi les économistes standards qui peinent à dépasser leurs présupposés quant à la réduction constante de l'incertitude en une série de risques quantifiés. En prenant pour objet le cas de la Suisse et sa « Swiss National covid-19 Science Task Force », nous montrons que l'analyse coûts-bénéfices induite par la prédominance du raisonnement économique standard met à l'épreuve la volonté de la Task Force d'inscrire sa démarche dans l'interdisciplinarité. Cet article fait finalement l'hypothèse que l'inclusion d'une hétérodoxie économique qui reconnaît le caractère incertain de l'avenir aurait quant à elle pu permettre d'amorcer un tel dialogue interdisciplinaire.

The covid-19 crisis has made visible the place of expertise within decision-making bodies. The interconnected nature of different phenomena be they health, social, economic, psychological or organizational paved the way for interdisciplinary collaborations. This article argues that the recognition of uncertainty is a necessary precondition for interdisciplinary dialogue to succeed. However, this precondition is regularly lacking among mainstream economists who struggle to overcome their assumptions regarding the substitution of risk for uncertainty. Taking the case of Switzerland and its « Swiss National covid-19 Science Task Force », we show that the cost-benefit analysis induced by the predominance of standard economic reasoning limits the Task Force's

attempt to engage with interdisciplinarity. Finally, we make the hypothesis that the inclusion of heterodox economics that recognizes the uncertainty of the future could have initiated such an interdisciplinary dialogue.

La crisis de la covid-19 a visibilizado el lugar de la experticia en el seno de instancias donde se toman las decisiones. El carácter interconectado de los diferentes fenómenos tanto sanitarios como sociales, económicos, psicológicos y organizacionales han abierto la vía para la colaboración interdisciplinaria. Este artículo postula que el reconocimiento del carácter incierto del futuro es una precondition necesaria para el buen funcionamiento de un diálogo interdisciplinario. Pero esta precondition no es regularmente aceptada entre los economistas estándar, que tienen dificultades para superar sus propias hipótesis en cuanto a la reducción constante de la incertidumbre en una serie de riesgos cuantificados. Tomando como objeto el caso de Suiza y su « Swiss National covid-19 Science Task Force », mostramos que el análisis del tipo costos-beneficios inducido por el predominio del razonamiento económico estándar por en cuestión la voluntad de la Task Force de inscribirse en una perspectiva interdisciplinario. Este artículo hace finalmente la hipótesis que la inclusión de una heterodoxia económica que reconocer el carácter incierto sobre el futuro permitiría comenzar un tal diálogo interdisciplinario.

## INDEX

**Keywords** : uncertainty, interdisciplinarity, cost-benefit, quantification

**Palabras claves** : incertidumbre, interdisciplinariedad, costo-beneficio, cuantificación

**Mots-clés** : incertitude, interdisciplinarité, coûts-bénéfices, quantification

**Code JEL** A11 - Role of Economics; Role of Economists; Market for Economists, B52 - Institutional; Evolutionary, D81 - Criteria for Decision-Making under Risk and Uncertainty

## AUTEUR

**SYLVAIN MAECHLER**

Doctorant en relations internationales, Institut d'Études Politiques, Université de Lausanne ;  
sylvain.maechler@unil.ch